



Créés en 1924, les Chambres d'agriculture sont des établissements publics pilotés par des élus professionnels. Elles œuvrent pour représenter les intérêts des agriculteurs, promouvoir des pratiques agricoles durables et innovantes, et fournir expertise et conseil pour le développement rural. Avec 102 établissements répartis dans toute la métropole et en Outre-mer, les Chambres d'agriculture sont implantées sur l'ensemble du territoire français. Chambres d'agriculture France coordonne le réseau des Chambres et fournit l'appui technique, juridique, économique et financier. Grace à son expertise, il contribue à la définition des orientations et la mise en œuvre des politiques agricoles, du développement rural et de l'environnement. Investi d'une mission de service public, il accompagne et coordonne également la mise en œuvre des politiques publiques confiées par l'Etat ou les collectivités.

<https://chambres-agriculture.fr/>

Contact : Stefano Migliore
stefano.migliore@apca.chambagri.fr

Le point de vue de Chambres d'agriculture France sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

EN BREF

Construire une agriculture durable, décarbonée et résiliente repose sur une transformation ambitieuse et équitable. La SNBC3 fixe des objectifs exigeants de réduction des émissions agricoles en mobilisant des leviers éprouvés tels que l'optimisation des intrants, le stockage de carbone et les énergies renouvelables. Cependant, réussir cette transition nécessite un modèle économique adapté, capable de couvrir les surcoûts liés aux pratiques durables, de mieux répartir les coûts entre les acteurs des filières et de simplifier les aides. L'élevage, la biomasse et les énergies renouvelables jouent un rôle clé pour relever ce défi tout en assurant la souveraineté alimentaire et le respect des écosystèmes. L'accompagnement des agriculteurs, la valorisation des ressources locales et le développement des filières décarbonées sont essentiels pour bâtir une agriculture résiliente, respectueuse de l'environnement et capable de répondre aux enjeux climatiques.

Construire et accompagner une agriculture durable, décarbonée et résiliente

Réussir la décarbonation agricole grâce à un modèle économique durable et des soutiens adaptés

La SNBC3 relève les objectifs de réduction des émissions de GES en agriculture en s'appuyant sur des leviers connus tels que l'optimisation des intrants, l'amélioration des pratiques culturales et d'élevage, le développement des énergies renouvelables, et le stockage de carbone dans les sols. Cependant, atteindre ces objectifs nécessite une transformation structurelle du modèle agricole. L'un des principaux défis est de réunir les **conditions de réussite**, incluant la capacité des exploitations à absorber les coûts de transition, maintenir leur compétitivité et leur performance technique au regard des enjeux de souveraineté alimentaire et bénéficier d'un accompagnement public efficace. Pour réussir la transition climatique, ces transformations doivent surtout impliquer le plus grand nombre d'agriculteurs.

Constats et obstacles

- **Un modèle économique non adapté** : les coûts élevés liés à la transition (investissements en équipements, réduction des intrants, changements de pratiques, prise de risque, débouchés dans les marchés) dépassent souvent la rentabilité actuelle des exploitations, en particulier celle des petites et moyennes exploitations.
- **Un poids financier disproportionné pour les agriculteurs** : la charge de la décarbonation repose largement sur les agriculteurs, qui ne peuvent assumer seuls ces responsabilités économiques et organisationnelles au sein des filières.
- **Des aides publiques difficilement accessibles** : les dispositifs existants, bien qu'essentiels et structurants, peuvent parfois présenter une certaine complexité, un ciblage perfectible ou des démarches administratives exigeantes, ce qui peut limiter leur efficacité et leur accessibilité pour les exploitations agricoles.

Propositions

Construire un modèle économique d'exploitations durables, résilientes et connectées aux réalités des territoires et des filières.

Le modèle économique des exploitations doit intégrer une compensation pour les surcoûts liés à la transition (investissements, modification des pratiques, etc.) tout en garantissant la stabilité des revenus des agriculteurs. La décarbonation de l'agriculture doit tenir compte des émissions importées dans le calcul de l'empreinte

carbone pour une analyse plus complète et proche de la réalité. L'intégration de cet aspect dans la SNBC3 constitue une avancée importante et, pour garantir une réelle efficacité, il est important de mettre en place des trajectoires de décarbonation adaptées et réalistes pour chaque filière, y compris au regard des conditions de marché.

Répartir équitablement les coûts de transition :

Pour soulager les exploitations, le coût de la transition doit être partagé entre financements publics, et financements privés, c'est-à-dire en impliquant l'aval des filières agricoles et alimentaires et les consommateurs.

Accompagner les transitions :

- **Développer des références technico-économiques pour toutes les productions.** Identifier les coûts de mise en œuvre des leviers d'action permet de démontrer aux agriculteurs leur efficacité, faisabilité et viabilité économique pour identifier et réduire la prise de risque, et donc les inciter à s'engager.
- **Renforcer l'accompagnement des agriculteurs dans cette phase de transition climatique.** Atteindre une agriculture durable, décarbonée et résiliente passe pour une mobilisation massive des agriculteurs qui doivent s'engager dans des transformations profondes au sein des exploitations. Une fois les leviers identifiés à l'échelle de l'exploitation, un accompagnement renforcé est indispensable pour appuyer les agriculteurs, les conseiller, les former et leur transférer de nouvelles pratiques et outils.
- **Simplifier et développer les aides.** Les aides publiques doivent être plus accessibles avec des processus simplifiés et des critères ciblés. Les dispositifs doivent être complétés par des dispositifs d'accès à coût réduit pour les agriculteurs à un accompagnement transverse. Pour les changements impliquant une prise de risques, des dispositifs complémentaires doivent être développés, pour lever les freins à l'engagement dans les transitions des agriculteurs.

Pour un Elevage durable et décarboné

Constats et obstacles

- **La contribution climatique et énergétique de l'élevage** : 59 % des émissions agricoles sont liées à l'élevage, mais des solutions existent pour les réduire (conduite du troupeau, réduction du méthane entérique, gestion des effluents). L'élevage a également un rôle significatif à jouer dans la production d'énergie renouvelable via la méthanisation (45 TWh potentiels).

- **Mais de nombreux co- bénéfiques** : Sur l'eau (quantitatif et qualitatif), l'élevage présente une utilisation efficace des ressources hydriques ([20-50 litres/kg de viande en France](#)). Une gestion optimisée des effluents permet une réduction des nitrates. Enfin, l'élevage joue un rôle indispensable pour la valorisation des ressources non consommables par l'homme (herbes, coproduits agricoles), il permet la complémentarité entre productions animales et végétales pour la durabilité des agroécosystèmes et fournit des services écosystémiques (stockage de carbone dans les prairies, préservation de la biodiversité, fertilité des sols).
- **et des risques liés au déclin de l'élevage** : La diminution des prairies lié à la baisse des cheptels, entraînerait une perte de biodiversité et de stockage de carbone, et une augmentation des importations, avec un bilan carbone plus défavorable et une perte de souveraineté alimentaire.

Propositions

Développer des références technico-économiques pour toutes les productions animales et accompagner les éleveurs dans l'adaptation face au changement climatique. Le développement des références technico-économiques est particulièrement important pour les éleveurs puisqu'il permet de démontrer l'efficacité de certains leviers dans la conduite du troupeau (vêlage, augmentation surface herbagère, alimentation, ...) afin de donner de repères aux agriculteurs pour évaluer la viabilité économique et limiter la prise de risque. Des outils et pratiques plus adaptées au changement climatique dans les élevages existent ou se développent. Il est nécessaire de développer la production d'outils et méthodes à destination des éleveurs face à ces méthodes. C'est notamment le cas du projet Climaterra, de pré-massification d'un accompagnement des agriculteurs face au changement climatique.

Renforcer les politiques publiques en faveur de l'élevage. Les politiques publiques en faveur de l'élevage doivent favoriser des pratiques durables et soutenir les investissements, développer des dispositifs d'accompagnement transverse à la transition et de couverture de la prise de risques. C'est particulièrement crucial dans le cas de l'élevage. Les systèmes polyculture-élevage doivent être encouragés car ils permettent d'équilibrer la production et la fertilité des sols et de développer les prairies permanentes pour maximiser le stockage de carbone.

Soutenir l'innovation pour réduire les émissions

Favoriser et accélérer le transfert des solutions vers les éleveurs est indispensable, notamment en matière

d'alimentation animale (légumineuses, compléments anti-méthane) et de valorisation des effluents.

Faciliter la production de biomasse en garantissant un accès responsable aux moyens de production

Constats et obstacles

- **Une demande croissante en biomasse** : la biomasse est essentielle à la décarbonation des secteurs clés comme l'énergie, l'industrie, les transports,...Elle joue un rôle crucial pour atteindre les objectifs climatiques. Cependant, la pression sur les ressources disponibles est exacerbée par une augmentation de la demande pour des usages multiples : alimentation, bioénergies et biocarburants, biomatériaux et séquestration de carbone.
- **Un besoin d'arbitrage face à des conflits d'usage** : les ressources en biomasse sont limitées, d'où le besoin d'arbitrer entre de usages alimentaires et non-alimentaires (énergétique, biomatériaux, etc.). Des équilibres sont à trouver.
- **L'accès aux intrants de production** : produire durablement de la biomasse nécessite des moyens adaptés, tels que des terres, des intrants agricoles (eau, fertilisants naturels), et des infrastructures pour le traitement et la valorisation (par exemple, méthanisation ou bio-raffineries).
- **Un encadrement face à l'accaparement et artificialisation des terres agricoles.** Les terres agricoles, détournées de leur vocation première, peuvent devenir une cible privilégiée pour des projets énergétiques, au détriment de la production alimentaire, de l'équilibre foncier et de la biodiversité. Un encadrement est nécessaire.

Propositions

Augmenter la production de biomasse sans accroître les impacts environnementaux :

Fertilité des sols et carbone : Promouvoir des pratiques améliorant la fertilité des sols et augmentant leur teneur en carbone, notamment via la formation des agriculteurs sur la vie du sol et le taux de matière organique.

Utilisation raisonnée des intrants : Encourager l'utilisation d'intrants organiques, réduire les intrants chimiques et phytosanitaires sans compromettre les capacités de production, et intégrer davantage de légumineuses et de couverts végétaux.

Accès à l'eau : Garantir un accès à l'eau, élément indispensable à toute production de biomasse.

Gouvernance de la biomasse : Mettre en place un observatoire de la biomasse pour renforcer la gouvernance et améliorer la connaissance scientifique

des flux de biomasse, notamment au niveau territorial.

Valorisation décarbonée : Développer des filières valorisant la biomasse décarbonée ou à faible impact carbone.

Pratiques agricoles durables : Promouvoir des pratiques diversifiées, telles que la valorisation des intercultures, l'augmentation des surfaces cultivées et des rendements, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. Cela inclut une meilleure gestion des effluents d'élevage, l'utilisation d'engrais moins émetteurs et l'adoption de solutions alternatives pour réduire l'impact des intrants tout en préservant la productivité.

Promouvoir la production et la valorisation de la biomasse locale. La transformation des produits issus de la biomasse doit être locale (au sens non issue de biomasse importée), dans un objectif de valorisation et de résilience des territoires. Cela inclut l'encouragement de l'utilisation de matériaux biosourcés, tels que le bois et le chanvre, dans la construction grâce à des subventions dédiées. Par ailleurs, il est essentiel d'intégrer cette démarche dans les marchés publics et de développer des filières structurées pour valoriser les produits décarbonés.

Énergies Renouvelables : priorité à un développement raisonné et respectueux des territoires

Constats et obstacles

- **Un développement raisonné de l'agrivoltaïsme** : Cette énergie renouvelable monte en puissance, elle doit être encadrée pour évaluer les impacts sur la production agricole et les écosystèmes, en s'appuyant sur des données robustes et tout en garantissant la vocation agricole des terres.
- **Des verrous au développement de gaz verts** : La reconnaissance des cultures intermédiaires à vocation énergétique pour produire du biométhane tout en respectant les objectifs agroécologiques et valorisation du digestat de méthanisation pour réduire l'usage d'engrais chimiques et améliorer la fertilité des sols.

Propositions

Favoriser les installations photovoltaïques sur toitures agricoles et soutenir l'autoconsommation énergétique dans les exploitations agricoles.

Élaborer des cadres réglementaires stricts pour éviter les dérives (projets alibis), garantir la priorité à l'intérêt agricole et assurer un partage équitable de la valeur créée. Il est nécessaire de sanctionner les projets qui ne respectent pas le cahier de charges de l'agrivoltaïsme et inclure des dispositions réglementaires spécifiques concernant la revente locale de l'énergie produite.

Le développement de cette énergie doit s'appuyer sur des projets pilotes permettant d'évaluer l'efficacité agronomique et environnementale des dispositifs agrivoltaïques. Cela permet également de privilégier des systèmes performants et productifs, en évitant ceux qui compromettent l'efficacité ou la rentabilité.

Accélérer le déploiement des gaz verts en incitant les exploitants agricoles à produire du biométhane: grâce à une méthanisation agricole adaptée aux spécificités et besoins des territoires.

Cela implique d'ajuster les tarifs, de dimensionner les méthaniseurs de manière appropriée, et de mettre en place des réglementations et infrastructures locales adaptées, telles que l'injection à rebours ou le transport de gaz conditionné

Conclusion

Les Chambres d'agriculture, fortes de leur expertise et leur implication dans les territoires et d'un réseau structuré au plan régional et national, sont totalement engagées dans l'accompagnement des agriculteurs. ClimaTerra, un projet commissionné CasDAR multi-réseaux et multi-enjeux piloté par Chambres d'agriculture France, vise à bâtir une démarche d'accompagnement des agriculteurs face au changement climatique (adaptation et atténuation). Ce projet, ambitieux dans ses objectifs (sensibilisation de 10 000 agriculteurs, élaboration de 1 050 plans d'actions et accompagnement de 350 exploitations dans la mise en œuvre des leviers identifiés), vise à capitaliser sur les retours d'expérience. Il permettra d'identifier les pratiques efficaces, les difficultés rencontrées, ainsi que les besoins et les lacunes à combler pour renforcer l'accompagnement des agriculteurs.

Pour réussir la décarbonation agricole, un modèle économique durable et des soutiens adaptés sont essentiels. La SNBC3 repose sur l'optimisation des intrants, le stockage de carbone et les énergies renouvelables, mais ces ambitions nécessitent un accompagnement renforcé. Il est crucial de compenser les surcoûts de transition, répartir équitablement les charges entre agriculteurs, filières et consommateurs, et simplifier les aides publiques. L'élevage et la biomasse jouent un rôle clé pour la durabilité, offrant des services écosystémiques (stockage de carbone, biodiversité). Il faut développer des pratiques agricoles durables, valoriser la biomasse localement et encourager l'innovation dans l'alimentation animale et la méthanisation. Enfin, un développement raisonné de l'agrivoltaïsme et des gaz verts est nécessaire pour soutenir une agriculture résiliente, respectueuse des écosystèmes et compatible avec les enjeux climatiques.